

POLITIQUE

En déplacement à Versailles, le chef de l'Etat a évoqué, hier, la mise en place d'un « coffre-fort numérique » qui permettrait d'alléger les contraintes administratives des professions libérales. Une « révolution », a-t-il dit, qui a le mérite de ne rien coûter.

Le chef de l'Etat renoue avec les professions libérales

Vous aussi vous voulez être candidat ? Il n'y en a pas assez... » Cette réponse ironique de Nicolas Sarkozy à un architecte qui venait d'égrener les idées pour son secteur fut, hier, la seule allusion à la présidentielle de 2012. Pour le reste, le chef de l'Etat, en déplacement à Versailles, n'a pas dévié de sa stratégie du jour : cajoler autant que possible les professions libérales. Un électorat traditionnellement à droite, mais au sein duquel sa cote dans les sondages s'est effondrée depuis 2007. « J'avais le sentiment qu'on ne prêtait pas assez attention à vous », a expliqué le président de la République (lui-même jadis avocat), faisant des professions libérales « un enjeu majeur pour la croissance économique ». « On a besoin de vous », a-t-il lancé, louant leurs « valeurs » - les siennes : le « travail », la « liberté », la « prise de risque », le « talent », la « volonté de voir grand ». Ces professionnels-là « demandent moins qu'un autre et travaillent plus qu'un autre ». Et « ne cassent rien quand ils ne sont pas contents », a-t-il insisté.

« Pas de nouvelles dépenses »
Soucieux de ne pas arriver les mains vides, Nicolas Sarkozy a évoqué quelques mesures pratiques destinées à alléger les démarches de ses interlocuteurs. Il leur a donné un trimestre pour faire des « propositions » au gouvernement, profession par profession, sur les contraintes qu'ils jugent « superflues », promettant d'être « attentif à leurs aspirations ». Il a évoqué la mise en place, avant la fin de l'année, d'un « simulateur » de cotisations sociales pour « permettre à chaque libéral de savoir à quoi s'attendre ». Il a souhaité l'avance-



HAMILTON/REA

Lors de la table ronde sur le rôle économique des professions libérales, Nicolas Sarkozy a donné un trimestre à ses interlocuteurs pour faire des « propositions » au gouvernement.

ment du calendrier des charges sociales afin de « lisser les paiements » et d'« éviter » les problèmes de trésorerie. Surtout, il a évoqué la création d'un « coffre-fort numérique » centralisant toutes les déclarations nécessaires et dans lequel l'administration pourrait aller piocher les informations dont

elle a besoin. « C'est aux administrations de gérer la complexité de la loi et non pas aux professionnels de la subir », a-t-il expliqué, parlant de « révolution complète des rapports entre les uns et les autres ». Ces propositions ont un mérite de taille : elles ne coûtent « pas beaucoup d'argent », a avoué Nico-

las Sarkozy, s'appliquant à transformer cet inconvénient financier - qui l'empêche d'aller aussi loin que le souhaiteraient les professions libérales - en un avantage politique. La preuve, selon lui, qu'il est un homme d'Etat responsable et raisonnable. « Je suis au carrefour de demandes infinies et de recettes limitées. [...] Peut-on créer de nouvelles allocations, de nouvelles dépenses ? Moi, je ne les proposerai pas ! Ce n'est pas possible », a-t-il martelé. Lui veut croire que les Français « comprennent » ces contraintes et qu'ils lui en sauront gré à la présidentielle.

PIERRE-ALAIN FURBURY